

25.3.2016 L'avvene semu noi !

Mettre l'énergie de son peuple en ordre de marche jusqu'à arracher les institutions nécessaires à son épanouissement : voilà en une formule la mission d'un parti politique nationaliste. Cette fonction est-elle remplie aujourd'hui en Corse de façon satisfaisante ? Probablement pas, alors que le peuple corse a tellement peu de temps ou d'énergie à perdre.

Il existe des partis politiques nationalistes en Europe qui remplissent très valablement cette fonction essentielle. C'est par exemple le cas du Scottish National Party qui porte toujours plus haut la cause du peuple écossais.

Il est très instructif de s'arrêter sur le parcours de ce vieux parti européen –créé en 1934 – qui est en train d'imposer la reconnaissance du peuple écossais et de son droit à l'autodétermination sur la scène politique britannique et européenne.

Le SNP a d'abord connu de longues années de stagnation, durant la guerre et après guerre, et ce n'est qu'en 1970 qu'a été élu le premier député SNP sur les 59 circonscriptions que compte l'Ecosse. A l'époque l'Ecosse est dirigée par un gouvernement dont le « prime minister » est désigné directement par Londres en Conseil des Ministres. Le SNP mène alors campagne pour la réouverture du Parlement d'Edimbourg fermé depuis presque trois siècles, depuis 1707 et la fin de l'indépendance de l'Ecosse. Sa « devolution », l'Ecosse l'a gagnée en 1998 par le vote par le Parlement britannique du « Scotland Act » (loi sur l'Ecosse), après qu'un referendum mené en Ecosse ait, un an auparavant, approuvé la demande d'autonomie.

En 1999, est élue la première assemblée de ce nouveau Parlement. Le SNP y siège dans l'opposition avec un tiers des sièges, derrière un parti travailliste ultra-dominant. Le résultat est à peu près le même quatre ans plus tard, en 2003. Mais, en 2007, les nationalistes écossais réussissent une percée et, avec 32,9% des voix, gagnent de justesse une majorité relative qui leur permet de prendre pour la première fois les rênes du gouvernement écossais.

En Corse, avec nos 35,4% des voix et l'arrivée de Gilles Simeoni, grâce à une majorité relative, à la tête de l'Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse, notre situation politique actuelle ressemble peu ou prou à celle du SNP il y a une décennie. Saurons-nous prolonger ce premier succès comme le SNP a su le faire en Ecosse ?

Car le SNP connaît depuis huit ans une vigoureuse progression politique. Après quatre années d'un premier mandat difficile car il n'avait qu'une majorité relative, Alex Salmond remporte en 2011 45,4% des voix et une majorité absolue des sièges. Durant ces quatre années, le SNP s'est renouvelé et renforcé. Il a mené campagne pour un referendum sur l'indépendance de l'Ecosse que David Cameron, le premier ministre britannique, sera contraint d'accepter au vu des résultats électoraux et de la majorité absolue des sièges obtenue par le mouvement nationaliste écossais.

Pour gagner son referendum et mettre le oui en minorité, Londres multiplie les promesses mirobolantes, et fait aussi planer les menaces, sur les retraites par exemple. Le « non » l'emporte avec 55% des voix en septembre 2014. Mais contrairement aux espoirs britanniques, le SNP relève le défi. En un an, il passe de 30.000 à 130.000 adhérents. Alex Salmond porte Nicola Sturgeon à la tête du parti et des institutions écossaises, et, en mai 2015, avec un très symbolique 50% des voix, le SNP obtient 56 sièges sur 59 à Westminster, le Parlement britannique.

Le 5 mai prochain auront lieu les nouvelles élections pour le Parlement écossais. Les sondages prévoient une nouvelle progression du SNP. Dans le même temps, le referendum décidé par Londres

sur l'Europe (le « Brexit ») vient renforcer la démarche d'autodétermination de l'Ecosse où le SNP fait campagne pour le « yes » qui y est majoritaire dans les sondages, alors que le « no » l'emporte dans les sondages pour l'ensemble du Royaume Uni. L'Ecosse entendant rester européenne même si Londres décide de la quitter : quel meilleur argument pour relancer la démarche d'autodétermination et demander un nouveau referendum sur l'indépendance ?

La tenue de l'Assemblée Générale de l'Alliance Libre Européenne le premier avril prochain à Aiaciu sera l'occasion de réfléchir, en Corse aussi, à la suite que nous serons capables de donner au magnifique succès électoral obtenu le 13 décembre dernier pour les élections de l'Assemblée de Corse. Le Président du SNP, Ian Hughton, député européen, fera partie des délégués présents en Corse.

Leur parcours politique doit éclairer le nôtre et nous devons comprendre, maintenant que nous avons accédé aux responsabilités, à quel point un parti politique performant est nécessaire pour consolider nos acquis et préparer les nouveaux défis auxquels nous serons confrontés. Une des devises de l'ALE est « we are the future », nous sommes le futur. Faisons-la nôtre : l'avene semu noi !